

**A** lors que j'écris cet éditorial, la France vit une cinquième journée de mobilisation anti-CPE (\*). Que sera-t-il advenu avant que vous ne lisiez ces lignes? Bien malin qui le dirait... Mais le malaise que cette crise révèle semble si profondément enraciné dans le quotidien des salariés, si évidemment symptomatique d'angoisses sourdes et récurrentes – et pas seulement celles des jeunes des cités ou facs – que je me risque à penser que ces quelques semaines, si elles parviennent à atténuer l'expression de ces craintes refoulées, n'en dénoueront pas pour autant les nœuds. «*Souffrance en France*», titrait naguère Christophe Dejours, analysant le mal-être des individus dans le quotidien des situations de travail; «*Pas de sous-France en France*», reprend le chœur de tous ceux que menace une exclusion réelle ou potentielle et qui battent le pavé sous les bannières les plus diverses. Quel sens donner à son travail quand la crainte de le perdre – ou de n'en point avoir – occupe tout l'esprit?

Quelques clés de compréhension de cette défiance de nos concitoyens envers le travail – à défaut de réponses rassurantes – nous sont offertes dans ce numéro. Pour Hélène Rainelli-Le Montagner, la théorie financière classique est en crise: scandales financiers à répétition, analystes partiels, *traders* imprévisibles ou dirigeants malhonnêtes ont ébranlé la communauté financière et ont sapé la confiance d'un public moins égoïstement rationnel qu'elle ne le souhaitait. Marie Coris, de son côté, souligne que ces mêmes errances, qui ont conduit à l'éclatement de la bulle financière et provoqué la réduction des investissements informatiques, ont éteint l'enthousiasme généré par les idéaux de libre diffusion des logiciels et de large autonomie des salariés. La réflexion de Allala Ben Hadj Youssef le mène sur le terrain du capital risque: qu'est-ce qui pousse un groupe industriel à investir dans une entreprise qui démarre? Là aussi, et quoi qu'on en pense, la rentabilité financière est loin d'être le principal critère: l'apprentissage d'une technologie ou d'un nouveau marché, la manifestation d'un engagement social, ou encore le simple souci de reclasser des salariés sont autant de motivations peu ou mal connues. Elles mériteraient pourtant de l'être. La finance comportementale, s'efforçant de replacer au cœur de la réflexion financière l'analyse des comportements et des institutions, saura-t-elle prendre le relais d'une théorie financière classique dogmatique?

Au bout du compte, le libéralisme brutal est-il sans alternative? L'État n'a-t-il désormais d'autre rôle que d'en faire le lit? À l'heure où Tony Blair, revenant sur l'héritage thatcherien, réinvestit massivement dans les services publics, le modèle français est-il désespérant? Un retour bienvenu vers notre terroir nous montre qu'en France, le succès de la filière des vins de qualité repose sur un mélange d'intervention de l'État et de prise en charge des viticulteurs par eux-mêmes. Mais, pour comprendre l'émergence de ces dispositifs hybrides de régulation et leurs justifications tant économiques que sociales, il faut envisager les liens entre pouvoir et entreprises sur la longue durée.

Et si l'on se remettait alors à penser à long terme? Dans ce monde de l'instantanéité financière et de l'autisme carriériste et politique, ne souffrons-nous pas de désespérance collective? Il nous faut donc réinventer le futur, et pour cela prendre le temps d'analyser, de penser et de débattre, retrouver les bons rites qui mettent à distance les urgences du moment. C'est l'ambition de *Gérer & Comprendre* que de créer de tels rites d'écriture et de lecture.

Pascal LEFEBVRE

(\*) CPE : pour celles et ceux qui nous liront dans longtemps, contrat premier embauche.

GÉRER &  
COMPRENDRE  
est une série des  
Annales des Mines

créée à l'initiative  
de l'Amicale des  
ingénieurs au  
Corps des Mines

réalisée avec le  
concours du Centre  
de recherche en  
gestion de l'École  
polytechnique